

# Déclaration de la FSU CDEN du 06/10/2020



Nous aimerions, pour ouvrir cette déclaration, remercier, et c'est suffisamment rare pour que nous le soulignons ici, remercier donc, le Conseil départemental pour les réels efforts financiers qu'il a consentis sur ce budget. Avec près de 12% de hausse, le Conseil départemental du Cher nous présente cette année un budget cohérent face à la situation que nous affrontons. La FSU ne peut que se féliciter d'une telle orientation budgétaire.

Cependant, force est de constater que le contraste est saisissant avec l'attitude adoptée par notre ministère de tutelle. Quand le département prend conscience de la gravité de la situation sanitaire, le Ministère de l'Éducation nationale fuit ses responsabilités.

Au mépris désormais habituel de notre ministre, il faut désormais ajouter le cynisme et l'incurie. La France vit une situation sanitaire sans précédent et M. Blanquer ne témoigne d'aucune volonté d'en prendre la mesure.

Monsieur le DASEN, nous vous laissons le soin d'expliquer aux parents et aux élus présents ce soir que face à l'impossibilité de respecter une quelconque distanciation physique, conséquence directe de l'augmentation des effectifs dans de nombreux collèges et lycées, le Ministère annonce la suppression de 2000 postes supplémentaires dans le secondaire. La logique de ces décisions nous échappe encore.

Face à cette pandémie, on peut se donner les moyens de faire face ou bien on peut détourner le regard, poursuivre imperturbablement un train de réformes délétères qui n'auront d'autres conséquences que de rendre cette situation encore plus insupportable.

Mesdames, Messieurs, je crois que ce soir chacun peut voir les choix qui ont été faits, chacun saura qui féliciter ou blâmer pour ce qui adviendra.

En ce qui concerne la FSU, notre opinion est déjà faite...

Mais revenons sur cette rentrée qui ne pouvait pas être normale, tant d'un point de vue sanitaire que pédagogique. Sur le terrain, dès les premiers jours, les effets des défaillances ministérielles sont apparus au grand jour. La rentrée s'est faite grâce à l'investissement des équipes ; l'année a commencé, mais dans quelles conditions ?

« **Nous sommes préparés à tout !** », clamait le ministre de l'Éducation nationale en une d'un quotidien national la veille de la prérentrée. Mais qui était donc ce « nous » ? Certainement pas un ministre resté muet jusqu'au 20 août sur les conditions de rentrée et qui a ensuite une nouvelle fois enchaîné les prises de paroles

confuses et contradictoires. Comme un symbole de cette légèreté, plusieurs ministres ont été obligés de reconnaître, début septembre, que les dispositifs de garde d'enfants mis à l'isolement ou malades de la Covid-19 étaient à l'étude : le gouvernement reconnaît donc que rien n'est prêt pour faire face à une situation pourtant largement prévisible !

Les jours et les semaines passent : les premiers cas de Covid-19, inévitables, sont découverts et gérés dans la plus grande cacophonie. La faute à des consignes peu claires et changeantes. Qui est cas contact ? Qui est cas contact à risque ? Qui est mis à l'isolement ? Autant de questions auxquelles de multiples réponses sont apportées. Les élèves et les personnels subissent aussi les conséquences de la gestion catastrophique de la politique de tests par le gouvernement : les files d'attente s'allongent, avec des dommages collatéraux puisque de nombreux élèves et personnels se retrouvent dans des situations inextricables. Ici ou là, certaines hiérarchies intermédiaires refusent de donner le nombre de cas dans un établissement, cultivant une forme d'omerta. Comme si, une nouvelle fois, il ne fallait pas faire de vagues...

Aujourd'hui, les consignes restent toujours aussi floues et selon la presse, 1/3 des clusters concernent les écoles et les universités. Mais cela n'inquiète personne au gouvernement. Les consignes sanitaires sont allégées, les équipes enseignantes ne sont pas toujours au courant des cas de Covid dans leur établissement. La loi du silence règne et les rumeurs, elles, se déchaînent.

Cette rentrée est hors-norme et ses conséquences étaient prévisibles. La FSU l'a dit et répété : personne ne peut sortir indemne de deux à trois mois d'école à distance. Des aménagements de programmes étaient nécessaires pour éviter que des élèves ne se trouvent en grande difficulté dès la rentrée. Il fallait prendre le temps de reconstruire les conditions indispensables pour des apprentissages solides, plutôt que de se lancer dans une course folle pour boucler des programmes lourds et élitistes dans les collèges et lycées, ou de poursuivre en lycée professionnel des dispositifs (co-intervention, chef-d'œuvre) inadaptés aux besoins et décriés par les enseignants. Pour tout cela et pour respecter les consignes sanitaires, les effectifs devaient être allégés dans les classes. Les premiers retours confirment les difficultés des élèves. Quand le ministre va-t-il enfin entendre raison ?

Mais pendant ce temps, de plateau de télévision en plateau de télévision, le ministre continue à balader le grand public, à désespérer les enseignants. Après l'observatoire des salaires mis en place en 2018, nous voici au Grenelle des professeurs. Des mots et de la manipulation de symboles, pour mieux cacher le néant. Aucune vraie mesure, des promesses revues à la baisse et un ministre qui, prétendant être le ministre des enseignants, se montre bien peu à leur écoute, les méprise quand il ne les ignore pas. Que dire d'un calendrier du baccalauréat décrété sans concertation avec les organisations syndicales, annoncées dans un journal avant même que le BO ne soit publié. Un calendrier hors sol qui ne prend pas en compte les conséquences du confinement. Un calendrier façonné par un ministère qui poursuit sa course dans les réformes sans jamais vouloir ouvrir les yeux, sans jamais vouloir prendre connaissance des souffrances des élèves qui subissent un lycée en perte de sens et des enseignants éreintés par les changements de programmes, leur lourdeur et leurs incohérences. Dans les collèges, la situation n'est pas plus enviable avec de nouveaux programmes bien alourdis.

Voici la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Éducation Nationale. Des personnels, usés, pressés jusqu'à la moelle, obligés d'appliquer des réformes bâclées et injustes dans des conditions sanitaires déplorables. Des personnels maltraités par l'administration et mal payés. Personne ne pourra dire qu'il n'a pas été prévenu.